



## ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT DES VEHICULES

DAT – 2023 – 020

**Durant 3 jours entre le 16 janvier et le 30 janvier 2023**

**Le Maire de la Commune de BEAUMONT**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2 et 2213-1 ;
- Vu le Code de la Route et notamment ses articles R 44, R 225 et R 225-1 ;
- Vu le Code de la Voirie Routière ;
- Vu l'Arrêté Interministériel du 24 Novembre 1967, relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;
- Vu la demande présentée par l'Entreprise COLAS – 7 avenue de l'Europe 63370 LEMPDES concernant **des travaux de réalisation d'un regard de branchement EU au niveau des n°41 et 43 rue des Collonges à Beaumont ;**
- Considérant que ces travaux se déroulent sur le trottoir et la chaussée, leur réalisation entraîne des perturbations au niveau de la circulation et du stationnement, et que pour assurer la sécurité des usagers mais aussi des intervenants, il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules au droit du chantier.

### ARRETE

**Article 1 :** En raison de travaux de réalisation d'un regard de branchement EU au niveau des n°41 et 43 rue des Collonges à Beaumont, il convient de réglementer la circulation comme suit :

- Chaussée rétrécie,
- Circulation alternée si nécessaire,
- Stationnement au droit, en face et sur 20 mètres de part et d'autre du chantier,
- Piétons en face,
- Vitesse limitée à 30 km/h,

**En tout état de cause, l'entreprise doit laisser le libre accès aux véhicules de services publics (pompiers, ambulances, collectes O.M...)**

**Durant 3 jours entre le 16 janvier et le 30 janvier 2023**

**Article 2 :** Le stationnement des véhicules autres que ceux appartenant à l'entreprise chargée de la réalisation de ces travaux sera interdit dans les deux rues. Les véhicules en infraction seront enlevés par la fourrière, sur réquisition du Maire ou d'un Officier de Police Judiciaire, et les frais d'enlèvement seront à la charge des propriétaires.

**Article 3 :** Tout véhicule en infraction peut faire l'objet d'une verbalisation.

**Article 4 :** Le pétitionnaire a la charge de mettre et maintenir une signalisation conforme à la législation indiquant les présentes dispositions. Il est tenu pour responsable en cas d'accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de celle-ci.

**Article 5 :** Les présentes dispositions sont pour tout ou partie révoquées à tout moment sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit par non respect par le pétitionnaire des conditions imposées par les articles ci-dessus.

**Article 6 :** Tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de faire appliquer les présentes dispositions.

**Article 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Clermont-Fd sis Cours Sablon 63000 Clermont-Fd dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 8 :** Ampliation est faite à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique
- Monsieur le Responsable du service de Police Municipale,
- Pétitionnaire.

Beaumont le 12 janvier 2023.

Pour le Maire et par délégation,  
L'Adjoint en charge des Travaux  
et des Grands Projets

Christian DURANTIN

